

Grand Lacs : Sarkozy prône une coopération, pas un partage

@rib News, 25/03/2009 â€“ Source Associated Press
Alors que la violence s'apaise en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC), Nicolas Sarkozy se rend Ã Kinshasa jeudi pour clarifier sa volontÃ© de contribuer au retour de la paix dans la rÃ©gion des Grands Lacs grÃ¢ce Ã une meilleure coopÃ©ration Ã©conomique des pays de la rÃ©gion, mais pas par le "partage territorial". La demi-journÃ©e que le prÃ©sident franÃ§ais passera Ã Kinshasa constituera la principale Ã©tape d'une tournÃ©e express de deux jours qui le mÃªnera aussi au Congo-Brazzaville voisin et au Niger.

Nicolas Sarkozy, qui avait suscitÃ© l'inquiÃ©tude en Ã©voquant en janvier l'idÃ©e d'un "partage" de l'"espace" et des "richesses" de la RDC au sous-sol regorgeant de minerai, devrait saisir l'occasion de revoir son discours. "Il n'y a pas de plan de partage", martÃ©le-t-on Ã l'ElysÃ©e, oÃ¹ on assure que le prÃ©sident fera des propositions "beaucoup plus respectueuses" des attentes des Congolais. Exit donc le terme de "partage", remplacÃ© par un langage plus diplomatiquement correct. Nicolas Sarkozy dÃ©fendra "l'intangibilitÃ© des frontiÃ©res" du pays et apportera son soutien Ã la politique du prÃ©sident Joseph Kabila, qui s'est rapprochÃ© de son voisin rwandais pour apaiser les combats incessants dans l'est de la RDC, cadre un diplomate franÃ§ais. Reprenant son idÃ©e premiÃ©re, il expliquera aussi que ce calme revenu doit Ãªtre mis Ã profit pour s'attaquer aux "problÃ©mes de fond de la rÃ©gion, lesquels sont en rÃ©alitÃ© les questions Ã©conomiques de mise en commun d'un certain nombre d'efforts". Sans coopÃ©ration Ã©conomique, "il est probable que le pillage, le financement des milices n'aura pas de fin", analyse Paris. La France ne viendra pas pour autant les mains vides. "On a une sÃ©rie d'idÃ©es" concernant des projets concrets dans les transports ou la production d'Ã©lectricitÃ©, qui pourraient rÃ©unir la RDC, le Rwanda, l'Ouganda mais aussi le Burundi ou la Tanzanie, affirme-t-on Ã l'ElysÃ©e. Paris a mÃªme dÃ©jÃ pris langue avec d'Ã©ventuels bailleurs de fonds pour financer ces projets. L'intÃ©rÃªt franÃ§ais est d'autant plus fort que les relations Ã©conomiques entre les deux pays ne sont pas Ã la hauteur malgrÃ© "l'extraordinaire potentiel de ce pays". Le chef de l'Etat franÃ§ais sera accompagnÃ© de nombreux dirigeants d'entreprises franÃ§aises intÃ©ressÃ©s par des marchÃ©s au Congo. Areva concrÃ©tiser le premier pas vers une exploitation d'un gisement d'uranium. Cette visite sera suivie d'un passage presque obligÃ© au Congo-Brazzaville voisin pour une visite d'amitiÃ© Ã un pays aux liens Ã©conomiques trÃ¢s forts avec la France. Economique, immigration, droits de l'Homme et dÃ©mocratie seront au menu des discussions, assure Nicolas Sarkozy dans une interview publiÃ©e mardi par le quotidien proche du gouvernement "Les DÃ©pÃ¢ches de Brazzaville". M. Sarkozy sera accompagnÃ© de sa secrÃ©taire d'Etat aux droits de l'Homme Rama Yade et rencontrera des reprÃ©sentants de l'opposition, Ã quatre mois de la prÃ©sidentielle, ce qui ne devrait pas suffire Ã convaincre de la rupture revendiquÃ©e par le prÃ©sident franÃ§ais avec la politique traditionnelle de la France en Afrique. Ainsi, la plainte d'Ã©posÃ©e en France contre le prÃ©sident Denis Sassou N'Guesso pour dÃ©tournement de fonds publics dans l'affaire des "biens mal acquis" ne devrait pas Ãªtre Ã©voquÃ©e, selon l'ElysÃ©e, et il n'est pas sÃ»r que le dÃ©cÃ©s mystÃ©rieux du militant franco-congolais Bruno Ossebi le soit davantage. Plusieurs associations franÃ§aises regroupÃ©es dans une "Plateforme citoyenne France-Afrique" ont d'ailleurs rappelÃ© Ã cette occasion leur attachement Ã "la dÃ©fense des droits de l'Homme, la promotion de la dÃ©mocratie et de la bonne gouvernance" comme "axes principaux de la politique franÃ§aise sur le continent."